

Marxisme et conséquences en RDA

Créée en 1949 peu après la seconde guerre mondiale et la partition de l'Allemagne en quatre zones administrées par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'URSS et la France, la République Démocratique d'Allemagne (RDA ou DDR) s'est dotée d'une organisation politique calquée sur le régime communiste de l'URSS. Bâti sur le socle de la pensée marxiste, la RDA, n'a pourtant pas réellement mis en pratique la doctrine du philosophe allemand du XIXème siècle.

En effet, le Marxisme s'appuie sur la dictature du prolétariat, définie comme un pouvoir démocratique révolutionnaire, et dont l'exemple de la Commune de Paris (1871) constitue, selon Marx, comme une modélisation de sa théorie. En effet, Marx préconise la prise de pouvoir par une Révolution, « mouvement spontanée de l'immense majorité au profit de l'immense majorité » (cf « Le Manifeste du Parti Communiste » de Marx et Engels). Puis, une fois le pouvoir acquis, la doctrine marxiste prévoit la mise en place d'un régime démocratique, la destruction de l'Etat, des pouvoirs (y compris le pouvoir clérical), de la police, de l'administration, de la justice. Il prévoit également l'anéantissement de la centralisation.

Si la Commune, bien qu'éphémère, a mis en pratique cette théorie, le régime présidé par Wilhelm PIECK de 1949 à 1961 n'a pas suivi cette voie, calquant largement son organisation sur le modèle soviétique. Ainsi, le régime est-allemand a entretenu de cordiales relations avec les Eglises qui concourraient à la sauvegarde de la paix et à la prospérité générale. De plus, même si elle s'est dotée d'une Constitution, instaurant en théorie une régime de type « démocratie parlementaire » (députés élus par le peuple qui élisent à leur tour un Conseil des Ministres dirigé par un Président de la République), la RDA a remplacé le Président de la République par un Conseil d'Etat, organe collégial et oligarchique. Ainsi, la RDA n'a pas réellement instauré un régime démocratique, dans la mesure où les élections n'étaient pas démocratiques et les dirigeants réprimaient durement toute manifestation hostile en déportant ou en exécutant les auteurs de troubles, surveillés par l'organe de police politique de la RDA, la Stasi. Ainsi, l'Etat, censé être supprimé dans un régime marxiste, a été lourdement renforcé afin de maintenir l'ordre et d'asseoir la politique socialiste en RDA.

Toutefois, la RDA a adopté une organisation économique proche de celle que dictait Marx : le prolétariat devient « propriétaire » des moyens de production, les usines deviennent des entreprises possédées par le peuple et les commerces sont rebaptisés « coopératives de production de commerce ».

Devant la montée en puissance de l'Etat-Parti qu'est le SED, la population n'était pas en mesure de se libérer, de s'extraire de ce régime totalitaire. En effet, les allemands de l'Est ont été privés de nombreuses libertés, y compris la liberté de circulation (construction du Mur de Berlin en 1961). Toutefois, le maintien du régime socialiste en RDA trouve des explications au-delà de la

terreur instaurée par l'Etat policier. En effet, après la seconde guerre mondiale, l'industrie est-allemande était florissante, les ressources minières (notamment la lignite) et agricoles étaient abondantes, dopées dans un premier temps par le soutien massif de l'URSS pour qui la RDA représentait une position stratégique majeure dans le cadre de la Guerre Froide. De même, les scientifiques est-allemands étaient renommés et brillants, disposant au début du régime, de moyens conséquents. Par ailleurs, la population est-allemande disposait globalement d'un des meilleurs niveaux de vie parmi les populations du bloc de l'Est : ainsi, les conditions de logement, la gratuité du système de santé, la sécurité de l'emploi ont contribué au maintien du régime socialiste, malgré le climat de terreur.

D'après les témoignages de nombreux dissidents, la terreur et la suspicion traversaient l'ensemble de la société est-allemande, au même titre que dans les autres Etats du bloc soviétique. Dans ces conditions totalitaires, la vie publique était strictement encadrée et la Stasi omniprésente, comme l'a illustré récemment l'excellent film « La vie des autres » de Florian HENCKEL. Ainsi, pour SOLJENITZYNE, « on exigeait de chacun qu'il gazouillât. La peur sur les os, il fallait singer la vie publique ». Par conséquent, ne pouvant vivre librement dans la sphère publique, l'individu est renvoyé de force vers sa sphère privée, la seule partie de son existence sur laquelle il peut agir. En ce sens, Vaclav HAVEL a précisé que l'individu, pour survivre, fera semblant de croire l'illusion d'une société parfaite et égalitaire. Mais ce mensonge ne lui permet pas d'échapper au totalitarisme : il en est le ciment. Cette dérive permettra aux dirigeants, nouvelles élites du pays, de maintenir le régime socialiste jusqu'à la fin des années 1980. En effet, petit à petit, la construction de l'idéal socialiste se lézarde : la planification socialiste a échoué, entraînant une détérioration progressive des conditions de vie de la population (pénurie récurrente de biens de consommation, rationnement...), contrairement aux nombreux témoignages « autorisés » de l'époque, destinés à alimenter la propagande socialiste. Ainsi, qu'il s'agisse de la documentation est-allemande de 1986 ou du texte relatant le séjour d'un cégétiste français en RDA en 1988, les informations fournies doivent être analysées avec minutie. En effet, le syndicaliste a sans doute été une « victime » involontaire de la propagande socialiste, comme le fut en son temps Maurice THOREZ, lors d'une visite en Ukraine, république socialiste soviétique touchée par une immense famine, laquelle aurait été cachée au dirigeant français dans une mise en scène des plus improbables.

C'est dans ce contexte économique et social difficile qu'intervint le 9 novembre 1989 la chute du Mur de Berlin, facilitée par la politique de glasnost (transparence) initiée par Mikhaïl GORBATCHEV en 1986. Alors qu'ils retrouvaient leurs proches partis à l'Ouest, les Ossies ont également découvert le libéralisme et l'abondance des produits de consommations. Dans leur grande majorité, les pays issus du bloc soviétique se sont aujourd'hui transformés en démocraties modernes, notamment grâce à leur ancrage à l'Union Européenne et, pour certains, à leur entrée à l'OTAN. En revanche, dans certains pays, la démocratisation semble difficile. Ainsi, en Russie, les successeurs de GORBATCHEV ont reconstruit un Etat sur les ruines du communisme, mais en maintenant de nombreuses constantes avec l'ancien régime : un pouvoir oligarchique s'est instauré, sans réelle démocratisation, malgré l'organisation d'élections. En effet, l'état psychologique de la population russe, après plus de soixante dix années de socialisme, a petit à petit permis la restauration d'un pouvoir quasi-totalitaire, rapprochant la Russie de l'ancien régime tsariste plutôt que d'une démocratie moderne. Ainsi, la procédure de vote et les conditions d'éligibilité sont fortement encadrées par le pouvoir, ainsi que la libre expression des opposants. Enfin, une police politique, le FSB, a été réinstaurée, après l'Okhrana de la Russie tsariste et le KGB de l'URSS...

En conclusion, à l'exception de la Russie de Vladimir POUTINE, la plupart des Etats de l'ex-bloc de l'Est ont réussi leur mutation démocratique, apportant davantage de libertés aux citoyens de ces pays. Toutefois, plus de quinze ans après la Chute du Mur de Berlin, les difficultés demeurent : le nationalisme est très fort (notamment en Pologne ou en Slovaquie) et les difficultés économiques et sociales persistent, y compris dans les Länder de l'ex-RDA, pourtant alimentés par des investissements massifs (1250 milliards d'euros entre 1989 et 2004). Les allemands de l'Est s'interrogent sur les bénéfices de la réunification, à tel point qu'un vaste courant nostalgique, baptisé « Ostalgie » s'est propagé dans tout le pays, comme en témoignent l'énorme succès du film « Good Bye Lénine ! » ou l'ouverture en 2006 d'un musée dédié à la vie quotidienne en Allemagne de l'Est (DDR Museum). En réalité, l'Ostalgie surgit plutôt d'un choc entre la déception de la vie actuelle et le regret d'une partie du passé. Cependant, la limitation des libertés était un prix à payer incontestablement trop élevé pour maintenir une certaine sécurité (emploi, éducation, aide sociale, soins...).